

# La guerre des piliers semble se réveiller dans l'enseignement

■ Il s'agit cependant plus de concurrence entre structures que de divergences idéologiques.

Eclairage Bosco d'Otreppe

**J'** ai enfin réussi à casser les piliers idéologiques à Bruxelles." Prononcée par le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) dans "La Libre" du 14 septembre 2013, cette phrase résonne étrangement 3 ans plus tard.

Dans une carte blanche cosignée ce mardi dans le journal "Le Soir", et à la suite de la fusion surprise votée entre l'UCL et l'Université Saint-Louis-Bruxelles le 18 mai dernier, les recteurs de l'UMons, de l'ULB et de l'ULG font le constat inverse en qualifiant la fusion de "*rapprochement confessionnel*" qui risque, à terme, d'engendrer un clivage "*philosophique*" entre laïques et catholiques au sein de l'enseignement supérieur.

## Un enjeu politique

La question principale qui est posée est celle de savoir si, au regard de l'équilibre qui prévaut au sein de l'enseignement supérieur, ce projet de fusion est judicieux. Cette question, c'est désormais le monde politique qui doit y répondre. Pour que la fusion soit effective, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles devra réécrire en partie le décret Paysage. Les trois recteurs mettent donc la pression sur le monde politique, ce qui risque d'agrémenter les débats entre le CDH et le PS, les partenaires au gouvernement. La conception de l'équilibre qui doit se faire entre le rôle de l'Etat et les initiatives citoyennes diverge en effet entre les deux partenaires.

Derrière ce premier débat, et à travers les mots utilisés par les trois recteurs, se cache une autre question : celle de la résurgence de piliers idéologiques concurrents.

## Des guerres de structures

Car il n'y a pas que le chantier de la fusion. En fait, de nombreux dossiers liés à l'enseignement sont touchés par des blocages en-

*"Les blocages entre réseaux sont l'héritage des piliers."*

**Jean Faniel**

Directeur du Crisp, le Centre de recherche et d'information socio-politiques.

tre les différents réseaux qui, historiquement, sont le fruit de la polarisation de la société.

Entre autres exemples, la réforme de la formation initiale des enseignants qui a abouti la semaine dernière mais qui est restée bloquée durant des mois. Une des raisons de ce blocage était la question des partenariats entre hautes écoles et universités. D'un côté le CDH et le Segec, l'enseignement catholique, prônaient la liberté d'association; de l'autre le PS souhaitait que les partenariats se dessinent en fonction des pôles géographiques.

Mais dans tous les dossiers qui témoignent de divergences entre réseaux (excepté le débat autour du cours de citoyenneté), on remarque que les blocages ne sont pas dus à des conceptions philosophiques fondamentalement divergentes. Ce qui les explique, c'est davantage la crainte des acteurs de perdre tel ou tel avantage, que des divergences philosophiques, fait comprendre Jean Faniel, le directeur du Crisp, le Centre de recherche et d'information socio-politiques. "*En réalité, ces blocages sont les traces et l'héritage des piliers. Ils semblent résulter davantage de la peur de perdre des collaborations anciennes, et d'affrontements organisationnels, que de divergences idéologiques et confessionnelles.*"

Il en va de même pour les collaborations entre les acteurs de l'enseignement, poursuit-il en substance à l'instar de nombreux observateurs. Ces collaborations sont davantage le fruit de partenariats historiques, que de convergences idéologiques.

Le cas de la fusion entre l'UCL et Saint-Louis est un bon exemple.

Jamais un argument confessionnel n'a été évoqué. Ce qui a toujours été mis en avant par les recteurs, c'est le nombre de partenariats historiques qui pouvaient fructifier dans le cadre d'une fusion.

La fusion ne signe donc pas le retour de grands clivages philosophiques. Mais la crainte des trois recteurs de voir croître l'UCL témoigne à son tour des oppositions et des concurrences qui se maintiennent dans l'enseignement francophone, et

qui sont l'héritage de la polarisation historique de la société belge.